



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'intervention sur le marché agricole et le commerce international

Ulrich Koester

Citer ce document / Cite this document :

Koester Ulrich. L'intervention sur le marché agricole et le commerce international. In: Économie rurale. N°167, 1985. pp. 45-56;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3163>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_167_1_3163

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

Summary :

International trade in agricultural products is in most cases the consequence of domestic governmental interventions which are supposed to achieve production, price, and income objectives of individual countries. Trade in agricultural products is more affected by national policies than trade in industrial products. This is not only due to specific agricultural policy objectives ; it is also due to some specifics of agricultural markets.

There is no way to quantify the state of disarray of world agriculture or to assess the likely world welfare loss on sound empirical grounds. It is even not possible to assess whether individual countries would be better off with free trade than with the present pattern of protection in world agriculture. However, countries could be likely better off if they chose to intervene differently in agricultural markets. Hence, the present state of protectionism can hardly be justified on economic grounds. It seems to be the consequence of forces on the political market for protection- nism. The profession of trade economists could be likely of much more influence for trade policy decisions if, apart from research in normative trade policy, more research would be done in positive trade policy.

Résumé

Le commerce international des produits agricoles est, dans la plupart des cas, la conséquence des politiques intérieures des gouvernements qui sont supposées réaliser les objectifs de production, de prix, et de revenu de chaque pays. Le commerce des produits agricoles est plus touché par les politiques nationales que le commerce des produits industriels. Ceci n'est pas seulement dû aux objectifs spécifiques de la politique agricole, c'est également dû à certaines particularités des marchés agricoles.

Il n'y a aucun moyen d'estimer l'état actuel de désordre de l'agriculture mondiale ou d'évaluer la perte vraisemblable de bien-être mondial sur des bases empiriques saines. Il n'est même pas possible d'estimer si chaque pays se porterait mieux avec le libre-échange qu'avec le modèle actuel de protectionnisme dans l'agriculture mondiale. Toutefois, les pays se porteraient vraisemblablement mieux s'ils choisissaient d'intervenir différemment sur les marchés agricoles. D'où il s'ensuit que l'état actuel de protectionnisme peut difficilement être justifié sur des bases empiriques. Il semble être la conséquence des forces en présence sur le marché politique. La profession des économistes, spécialistes des échanges internationaux, aurait probablement une plus grande influence sur les décisions politiques concernant les échanges internationaux si, parallèlement aux recherches normatives, on entreprenait plus de recherches dans le domaine positif de la politique des échanges internationaux.

LES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET LES PAUVRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Commentaire

Hartwing DE HAEN*

Dans sa communication, Per Pinstrup-Andersen traite quelques aspects fondamentaux de la politique de développement, à savoir l'impact des prix des denrées alimentaires sur le bien-être des pauvres. Je suis entièrement d'accord avec sa remarque indiquant que ces aspects ont été assez longtemps négligés dans les recherches d'économie rurale. L'analyse économique a été plutôt dominée par l'influence des prix sur la production, et le potentiel d'amélioration de l'affectation des ressources par la réduction de la distorsion des prix. Et si les conséquences, sur la répartition du revenu, de différents niveaux des prix devaient être prises en considération, on avait plutôt en tête la pauvreté relative que la pauvreté absolue.

Pinstrup-Andersen ne nie absolument pas la nécessité de réduire la distorsion des prix existante, dans la poursuite d'un développement économique à long terme, en rehaussant le niveau des prix agricoles, assez souvent maintenu, à l'aide d'instruments politiques, au dessous des prix du marché mondial. Cependant il indique très clairement les répercussions sur la situation nutritionnelle des pauvres (en zone urbaine comme en zone rurale), émanant de la hausse des prix alimentaires bien avant que ces mêmes pauvres puissent bénéficier du développement économique à long terme.

La conclusion de Pinstrup-Andersen concernant le conflit entre l'efficacité économique à long terme et l'allègement de la pauvreté et de la malnutrition, est donc de dédommager les pauvres pour la hausse des prix. Et je pense que ce scénario fondamental en matière de politique de développement mérite beaucoup plus d'attention. Il peut être réalisé en combinant des politiques visant :

— la réduction des distorsions des prix, par une diminution de l'intervention gouvernementale et par l'élimination des imperfections du marché,

— l'aide apportée aux pauvres, sous forme d'une subvention limitée en denrées alimentaires.

Evidemment la théorie néoclassique n'est pas seule à suggérer que les distorsions des prix empêchent l'utilisation efficace des ressources. Plusieurs études ont empiriquement prouvé que les pays qui ont les plus faibles distorsions de prix ont également les meilleures performances économiques, y compris la croissance du secteur agricole et des exportations.

Cependant la communication de Pinstrup-Andersen représente tout aussi bien un avertissement à ceux qui plaident pour la libération des politiques économiques, donc pour l'augmentation des prix agricoles, en négligeant que :

a) une hausse des prix n'aboutit pas nécessairement à la stimulation de la production agricole, si elle n'est pas accompagnée par la mobilisation de recherches adaptées, par la vulgarisation et l'offre d'inputs ;

b) les bénéfices de cette croissance de la production ne sont pas nécessairement partagés équitablement parmi la population dans les pays où des fractions considérables de cette population n'ont qu'un accès limité aux ressources et à l'emploi. Les représentants de ces groupes ne seront pas atteints par les *trickling-down-effects*.

A tous ces aspects mentionnés par Pinstrup-Andersen, à propos de la subvention aux pauvres dans le cadre d'une stratégie de développement à long terme, j'ajouterai les suivants :

1 — Ma première remarque concerne la complémentarité entre le statut nutritionnel et la productivité. Je pense à beaucoup de situations, spécialement dans les ménages ruraux à bas revenu, dans lesquelles une amélioration des conditions de vie dans le court terme n'est pas seulement d'un caractère humanitaire et de volonté politique mais, plutôt, peut représenter une condition nécessaire au succès de toute stratégie de développement agricole. Une population qui a des conditions nutritionnelles non-satisfaisantes n'est pas en mesure de travailler productivement ou d'accumuler du capital humain.

2 — Pinstrup-Andersen accorde relativement peu d'importance au financement du soutien des prix. Dans le but d'éviter un financement inflationniste à travers un déficit budgétaire, il faudrait considérer avec beaucoup plus d'attention des mécanismes de financement faisables et acceptables du point de vue social.

Restreindre les subventions aux pauvres et aux groupes menacés, en d'autres termes supprimer le privilège des classes favorisées serait la solution la plus importante, mais aussi la plus névralgique et difficile. Il serait alors intéressant de vérifier si des politiques automatiquement restrictives, comme la baisse du prix du sorgho, du manioc ou du haricot, ne rencontreraient pas moins de résistance de la part des couches influentes que la limitation des subventions à certains groupes de population.

Le problème fondamental reste toujours le financement de la différence des prix, dans le cas où la hausse des revenus agricoles due à l'augmentation des prix alimentaires dépasse l'épargne résultant de la réduction du programme de subvention. Les pays dont l'économie est à prédominance agricole et qui ne disposent pas d'autres revenus importants, peuvent être tentés de recourir à la taxation indirecte des produits agricoles, affaiblissant ainsi les motivations économiques que visait le programme de subvention. Ainsi, les propositions concernant une subvention de denrées alimentaires pourraient être accompagnées par d'autres définitives comment mettre en place des taxes plus directes et progressives, par exemple des taxes foncières, et/ou comment réduire les dépenses publiques qui n'offrent aucun bénéfice direct pour le pauvre et ne sont pas des investissements pour le développement à long terme. Ce sont encore des points très sensibles, mais leur solution est une condition nécessaire au succès du présent scénario.

Une autre source de financement, pour une subvention en denrées alimentaires, est l'aide alimentaire. C'est un choix très souhaitable si la société réussit à éviter les effets démotivants de l'aide alimentaire en l'intégrant adéquatement dans la stratégie alimentaire globale, en la limitant aux couches sociales vulnérables et en utilisant les contreparties financières pour le financement des activités destinées à promouvoir la production.

3 — Ma remarque finale concerne la constatation de Pinstrup-Andersen relative aux effets négatifs de la hausse des prix alimentaires sur les pauvres, particulièrement en zone rurale. Je comprends son effort en vue d'améliorer l'efficacité du commerce alimentaire et la transmission des prix, ce qui à la fois

* Institut für Agrarökonomie, Universität Göttingen, Nikolausberger Weg 90, 3400 Göttingen, RFA.

rehausse les prix au producteur et abaisse les prix au consommateur. Cependant, je me demande s'il sera possible, dans une structure rurale plutôt décentralisée, d'appliquer une politique explicite de différenciation des prix. Si une grande partie de la population rurale est effectivement au niveau de subsistance ou au dessous de ce niveau, il s'avèrera difficile de la protéger contre les effets de la hausse des prix. A l'inverse, si les prix doivent être maintenus à un niveau bas au bénéfice des mal-nourris, il sera également difficile d'atteindre les paysans dispersés à cause de l'inefficacité des politiques de soutien des prix, du moins dans

beaucoup de pays africain. La codifférenciation entre prix au producteur et prix au consommateur est certainement beaucoup moins réalisable en zone rurale que dans le contexte rural-urbain. Cette remarque va dans le sens de Pinstrip-Andersen, insistant sur la nature complexe des politiques de développement rural.

Je pense que cette complexité explique les modestes progrès accomplis dans l'élimination des causes de la malnutrition, c'est-à-dire l'incapacité du pauvre à accéder aux ressources et à l'emploi.

LES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET LES PAUVRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Commentaire

Malcolm D. BALE*

La communication de Per Pinstrip Andersen est très intéressante et très instructive ; je partage largement une grande partie de ses affirmations et propositions. Ainsi j'admets que l'intervention gouvernementale visant à influencer les prix des denrées alimentaires est excessive dans les pays en développement. J'admets que la hausse des prix a à court terme des effets pénibles pour les pauvres, et aussi que, pour être effective, toute réforme des prix doit garantir la transmission du changement des prix au niveau des producteurs.

Cependant, pourquoi nous intéressons-nous aux pauvres ? Pourquoi essayons-nous de faire une synthèse des différents aspects des prix des denrées alimentaires et de l'impossibilité de certaines couches sociales de gagner un revenu convenable ? L'économie positive a peu à faire avec la distribution optimale du revenu national ; en toutes circonstances, une question reste posée : comment peut-on mobiliser les ressources humaines afin de donner aux pauvres la chance de gagner un revenu plus convenable ? Il faut le souligner, le monde n'a pas un problème de production de denrées alimentaires, mais il a un problème de « délégation de revenu » (cf. par exemple Bale et Duncan, 1983). Il est en outre très difficile de définir le « pauvre », en particulier parce que la notion de « pauvreté » est relative.

Mais tandis qu'en qualité d'économistes nous ne pouvons guère parler de distribution de revenu, nous pouvons cependant être concernés par les populations sous-alimentées dans les pays en développement. Un indicateur très utile mais que l'on tend à minimiser est la part de population déficitaire en matière d'énergie, dans ce sens qu'elle n'est pas en mesure de recevoir quotidiennement la quantité d'énergie nécessaire. Si notre objectif est d'éliminer la malnutrition, il est désirable de limiter les programmes alimentaires à ces groupes. Un moyen approprié de le faire est de distribuer ou de subventionner des denrées alimentaires nutritives mais attractives du point de vue esthétique ou social. Certains aliments considérés comme inférieurs, comme le manioc dans certaines cultures et le blé riche en protéine dans d'autres, sont seulement consommés par ceux qui ont un revenu trop faible pour acheter des substituts socialement supérieurs. Si on admet cet argument, la majeure partie des arguments présen-

tés par Per dans sa contribution faisant allusion à la loi de Engel et aux élasticités de substitution sont sans grande importance.

Une seconde remarque : si nous parlons de réforme de prix agricoles visant à éliminer les distorsions existantes, et son impact sur les pauvres, nous visons des effets à court terme. L'effet d'une réforme structurelle, comme celle dont nous discutons actuellement, consiste à mouvoir l'économie d'un point à l'intérieur à un point sur la surface de sa courbe de capacité de production. Ceci veut dire que le gâteau national s'agrandit et qu'avec une redistribution appropriée, la condition de chacun s'améliore. Ce mouvement représente clairement, dans le sens de Pareto, une amélioration. Dans le contexte plus dynamique, il existe une relation entre le revenu des paysans et l'adoption de nouvelles technologies. Si un signal correct est transmis aux paysans à l'aide des prix, l'effet à long terme sera la réduction des prix des denrées alimentaires. L'économie sera, à mesure, de gagner ou d'économiser des devises, grâce à quoi on pourra importer des biens d'investissement pour créer des emplois et augmenter le revenu national. Mais alors les victimes à court terme doivent-elles, et de quelle manière, être dédommagées pour assurer les transformations structurelles visées à long terme ? Comment peut-on adoucir les effets dus à l'ajustement ? Per a raison de souligner que les recherches sont trop peu nombreuses dans ce domaine.

Reconnaissons finalement qu'en matière d'intervention publique, une réelle tension oppose d'une part les questions relatives à la disponibilité de denrées alimentaires à court terme, et d'autre part, l'exécution des mesures visant à résoudre ces problèmes à long terme. Mais les responsables politiques doivent être en mesure de se confronter à ce problème inévitable. Ils ne doivent pas oublier que disposer d'une nourriture bon marché, c'est aujourd'hui, dépendre des importations alimentaires et, demain, avoir une agriculture très peu performante.

Référence citée

BALE Malcolm D. et C. DUNCAN (1983). - Food Prospects in the developing countries. *American Economic Review* 73 (May 1983), 244-8.

* Senior economists, Country Policy department, World Bank (Banque Mondiale), 1818 H. Street, N.W. Washington, D.C. 20433 USA.

Le contenu du présent texte reflète l'opinion de l'auteur et non celle de la Banque Nationale ou de ses affiliés.

L'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ AGRICOLE ET LE COMMERCE INTERNATIONAL

Ulrich KOESTER*

Résumé :

Le commerce international des produits agricoles est, dans la plupart des cas, la conséquence des politiques intérieures des gouvernements qui sont supposées réaliser les objectifs de production, de prix, et de revenu de chaque pays. Le commerce des produits agricoles est plus touché par les politiques nationales que le commerce des produits industriels. Ceci n'est pas seulement dû aux objectifs spécifiques de la politique agricole, c'est également dû à certaines particularités des marchés agricoles.

Il n'y a aucun moyen d'estimer l'état actuel de désordre de l'agriculture mondiale ou d'évaluer la perte vraisemblable de bien-être mondial sur des bases empiriques saines. Il n'est même pas possible d'estimer si chaque pays se porterait mieux avec le libre-échange qu'avec le modèle actuel de protectionnisme dans l'agriculture mondiale. Toutefois, les pays se porteraient vraisemblablement mieux s'ils choisissaient d'intervenir différemment sur les marchés agricoles. D'où il s'ensuit que l'état actuel de protectionnisme peut difficilement être justifié sur des bases empiriques. Il semble être la conséquence des forces en présence sur le marché politique. La profession des économistes, spécialistes des échanges internationaux, aurait probablement une plus grande influence sur les décisions politiques concernant les échanges internationaux si, parallèlement aux recherches normatives, on entreprenait plus de recherches dans le domaine positif de la politique des échanges internationaux.

Summary :

GOVERNMENTAL INTERVENTIONS AND THE INTERNATIONAL TRADE IN AGRICULTURAL PRODUCTS

International trade in agricultural products is in most cases the consequence of domestic governmental interventions which are supposed to achieve production, price, and income objectives of individual countries. Trade in agricultural products is more affected by national policies than trade in industrial products. This is not only due to specific agricultural policy objectives ; it is also due to some specifics of agricultural markets.

There is no way to quantify the state of disarray of world agriculture or to assess the likely world welfare loss on sound empirical grounds. It is even not possible to assess whether individual countries would be better off with free trade than with the present pattern of protection in world agriculture. However, countries could be likely better off if they chose to intervene differently in agricultural markets. Hence, the present state of protectionism can hardly be justified on economic grounds. It seems to be the consequence of forces on the political market for protectionism. The profession of trade economists could be likely of much more influence for trade policy decisions if, apart from research in normative trade policy, more research would be done in positive trade policy.

INTRODUCTION

Cet article tente de résoudre *un petit puzzle*. La plupart des économistes sont très favorables à la libéralisation du commerce. Ceci est valable au moins pour l'Allemagne. On a demandé à un groupe représentatif d'économistes professionnels allemands de se prononcer sur l'affirmation suivante : «Les quotas sur les importations et sur les tarifs font décroître le bien-être économique de la société» (F. Schneider et al., 1983) : 70% ont accepté cet énoncé, 24% l'ont accepté avec restrictions, et 6% seulement l'ont totalement rejeté. Il y a donc un consensus très fort sur cette question importante. Bien sûr, cela ne surprendrait pas un étudiant en première année d'économie qui vient juste de se trouver confronté aux idées de Ricardo. Ricardo semblait, autrefois, avoir prouvé que le commerce international tend à augmenter le bien-être mondial et, chose plus importante, le bien-être de tous les pays qui participent à ces échanges. Cependant, F. List (1841) et d'une façon beaucoup

plus systématique J.E. Meade (1955), H.G. Johnson (1965) et W.M. Corden (1974) tempérèrent de façon importante les analyses de Ricardo. Durant les vingt dernières années, les économistes spécialisés dans les échanges internationaux ont consacré beaucoup d'efforts à prouver que le libre-échange n'est pas nécessairement meilleur qu'un régime avec intervention de l'Etat. Les économistes allemands ont-ils négligé ces découvertes ? J'hésite à accepter une telle hypothèse. Je préfère étudier certains des arguments employés par ces économistes, en dépit de toutes les découvertes des théoriciens du commerce international, pour soutenir encore les idées de Ricardo.

La solution de ce puzzle peut être effectivement considérée comme un sous-produit de notre article. En première partie, une analyse positive souligne l'interdépendance entre les secteurs agricoles nationaux et les marchés agricoles mondiaux. Ensuite, sont exposées les caractéristiques principales des interventions de marché qui influencent la

* Universität Kiel, Olshausenstrasse 40-60 2300 Kiel 1 RFA.

structure globale des échanges internationaux. Outre l'impact de ces mesures sur le marché, le commerce international est touché de manière grandissante par quelques interventions spécifiques. Celles-ci sont pour partie consécutives aux mesures générales, et pour partie dues aux caractéristiques spécifiques du commerce international de produits agricoles qui incluent la possibilité de substituer le stockage national aux échanges internationaux. Tous ces aspects spécifiques sont analysés dans une troisième partie. Puis la situation actuelle est exposée, ce qui amène à poser une question - parmi d'autres : l'agriculture mondiale des années 80 est-elle, ou non, en plus grand désarroi qu'elle ne l'était dans les années 60 ? (D.G. Johnson, 1973). Après avoir présenté des considérations sur le bien-être et tenté d'expliquer «pourquoi il en est ainsi», nous verrons quelle influence les économistes ont sur la nature des politiques de marché et de commerce international.

L'INTERDÉPENDANCE ENTRE LES MARCHÉS AGRICOLES NATIONAUX ET MONDIAUX

Des preuves statistiques indiquent que :

- 1) les 30 dernières années ont montré une augmentation significative du commerce mondial des produits agricoles,
- 2) l'instabilité des volumes et des prix (dans le commerce mondial) a été plus grande dans la dernière décennie que dans les années 60 (voir tableau 1)
- 3) la structure du marché a changé sans cesse.

Le premier point met en lumière le fait que le commerce des produits agricoles est d'une importance croissante pour beaucoup de pays. Les nations semblent compter de plus en plus sur une division internationale du travail. Ainsi, l'interdépendance entre les pays a augmenté ; mais ceci n'implique pas que les flux d'échange reflètent les avantages relatifs. Nous verrons plus loin dans quelle mesure les modifications au niveau des échanges internationaux reflètent le potentiel des avantages comparés et dans quelle mesure ces changements incessants dépendent de la nature des interventions gouvernementales sur les marchés intérieurs.

La deuxième constatation montre que se fier au commerce agricole international est aujourd'hui plus risqué qu'il y a dix ans ou plus. La troisième aide à expliquer l'augmentation de l'instabilité du marché mondial et l'importance croissante des décisions politiques prises individuellement par chaque pays pour l'économie alimentaire mondiale. D.G. Johnson (1975) et d'autres ont affirmé de façon convaincante que la dernière crise alimentaire mondiale en 73/74 n'avait pas été causée par la nature, mais plutôt par l'homme, en raison des décisions politiques de certains pays. Les marchés agricoles mondiaux sont moins soumis aux lois du marché que les marchés mondiaux de produits industriels. En conséquence, les décisions politiques prises de façon discrétionnaire par chaque pays jouent un rôle accru dans le commerce mondial des produits agricoles. Ceci est dû au fait que, d'une part les quatre plus grands pays exportateurs et importateurs ont une très grande part du commerce mondial ; d'autre part, les économies centralement planifiées, qui ne réagissent pas d'une manière prévisible aux changements sur les marchés mondiaux, prennent une place croissante dans le commerce des pro-

duits agricoles. Deux brefs exemples vont éclairer ces arguments :

- *la décision de l'administration Carter* d'imposer un embargo sur les céréales à destination de l'Union Soviétique fournit une bonne illustration pour apprécier l'impact des décisions d'un pays sur les échanges internationaux (A. Ghoshal, 1983 ; R.L. Paarlberg, 1980) ;

- *la décision de l'administration Reagan* d'introduire le paiement en nature (PIK) a eu un effet plus prononcé sur l'économie alimentaire mondiale. Cette seule décision a entraîné une réduction de la surface consacrée aux céréales par les Américains, plus importante que la production de la Communauté Européenne des 10 en une année quelconque.

Ces quelques chiffres et commentaires devraient suffire à montrer que l'économie alimentaire mondiale est plus que jamais dépendante des décisions politiques nationales, et que l'interdépendance alimentaire mondiale a augmenté.

LES CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ AGRICOLE ET SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Les interventions sur le marché agricole influencent les tendances à long terme dans les courants d'échanges, aussi bien que les variations d'année en année et les variations à l'intérieur d'une année spécifique. Nous allons analyser ce premier aspect.

L'énoncé de D.G. Johnson (1973, p. 39) est encore valable : «le commerce extérieur, spécialement en ce qui concerne les importations est, dans beaucoup de cas, d'un caractère résiduel et il est le corollaire si ce n'est la conséquence, de la production, des prix et des objectifs de revenus du pays.» L'évolution du commerce depuis vingt ou trente ans n'a pas été la conséquence d'un changement des attitudes nationales vis-à-vis du commerce. En fait, les politiques tendent à être plus orientées vers le marché intérieur que vers le marché extérieur. Il est bien connu que les pays industrialisés essaient de soutenir leur agriculture en fixant les prix intérieurs au-dessus des niveaux de prix du marché mondial (M.D. Bale et E. Lutz, 1981). La protection de l'agriculture d'un côté, la taxation de l'agriculture de l'autre, ne sont pas seulement poursuivies en matière de politique des prix, mais dans bien d'autres domaines. Par exemple, les taux de change surévalués jouent un rôle prépondérant dans beaucoup de pays en voie de développement. Les exonérations de taxes, les subventions à l'investissement, et les systèmes d'indemnité de compensation sont importants pour les pays développés.

En conséquence de cette structure principale des interventions sur le marché, les pays hautement industrialisés tendent de plus en plus à devenir les fournisseurs en aliments des pays moins développés. Ainsi, les directions et les volumes des échanges internationaux sont largement touchés par les interventions sur le marché.

L'effet des taux de protection, qu'ils soient négatifs ou positifs, sur les échanges commerciaux internationaux dans des pays donnés, dépend de l'élasticité de la demande et de l'offre par rapport aux prix. On pourrait soutenir que ces élasticités sont assez réduites, et qu'ainsi le taux global de protection n'est pas un déterminant significatif des

échanges commerciaux internationaux. Cependant, indépendamment de l'amplitude de ces élasticités, le taux de protection est un déterminant significatif des échanges commerciaux.

La dynamique des avantages comparatifs en agriculture est influencée par le niveau des prix (R.L. Thompson et P.C. Abbott, 1982). Les prix agricoles élevés rendent plus profitables les investissements dans l'agriculture. Il s'ensuit que la frontière des possibilités de production est déplacée en faveur de la production des produits agricoles dans les pays à prix élevés plutôt que dans ceux à bas prix. Ceci est particulièrement pertinent si l'introduction d'un changement technologique est directement liée à des améliorations dans la qualité des ressources utilisées par le biais d'investissement en capital et/ou d'un investissement en hommes ou en terre. Ces effets peuvent être renforcés si, dans les pays à prix élevés, la recherche agricole est plus intensive que dans les pays à bas prix. Ce qui peut aider à expliquer pourquoi l'élasticité globale de l'offre est assez élevée à long terme (M.E. Bond, 1983; W.L. Petersen, 1979), mais assez basse à court terme (R. Krishna, 1982).

LES CARACTÉRISTIQUES SPÉCIFIQUES DES INTERVENTIONS SUR LE MARCHÉ AGRICOLE ET SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Les différents niveaux du taux global de protection n'expliquent qu'en partie les changements passés dans les échanges commerciaux. Les particularités des marchés agricoles, aussi bien que des forces politiques, ont conduit à l'actuelle diversité dans le domaine des interventions sur le marché et de leur impact spécifique sur le commerce international.

1. Le taux moyen de protection en agriculture est, dans la plupart des cas, associé à un **taux de protection non-uniforme entre les produits agricoles** pris séparément. Ceci est essentiellement dû à l'efficacité administrative des instruments choisis et aux contraintes financières. Les pays en voie de développement généralement, taxent davantage les cultures pour l'exportation que l'agriculture de subsistance, parce que les coûts administratifs pour un impôt sur cette dernière sont considérablement plus élevés. Les pays développés tendent à protéger les activités pour lesquelles il y a un besoin d'importation ; pour elles, on s'attend à une élasticité de l'offre peu élevée, et il est relativement peu coûteux de stocker le produit ; de plus, le circuit de commercialisation peut en être contrôlé. Ainsi les produits des zones tempérées de la CEE sont plus protégés que ne le sont les produits méditerranéens.

Le même raisonnement pourrait expliquer le système des quotas pour les marchés du sucre et du lait de la CEE et des USA. Aux USA et dans la CEE (les deux principaux producteurs d'excédents de produits laitiers), le prix à l'exportation des produits laitiers est en fait plus bas que les coûts des fourrages concentrés nécessaires pour les produire, évalués aux prix du marché mondial sur plusieurs années.

2. Le taux global de protection élevé suscite **d'autres distorsions**, en particulier **dans les échanges commerciaux des produits agricoles transformés** tels que le porc, les volailles et les œufs. Il est plus que probable que cet effet ne

soit pas intentionnel mais plutôt un sous-produit des limites des possibilités administratives. Par exemple, il est bien connu que la part des exportations de la CEE sur le marché mondial de blé s'est élevée de seulement 10 à 12% dans les années récentes, alors que la part du marché mondial de farine de blé a dépassé 60%. Ceci n'est pas dû à une plus grande capacité concurrentielle des industries de la farine de blé mal définies (U. Koester, 1982). Il est plus facile de faire une telle erreur si le facteur de conversion du produit brut au produit fini est surestimé.

3. Le taux global de protection dans les pays développés suscite **d'autres distorsions dans les échanges mondiaux**, en ce sens que la demande pour les préférences commerciales ne se produira que s'il y a protectionnisme. Quelques pays développés, en particulier la CEE, ont eu à répondre à cette demande en accordant, pour les importations, des préférences à certains pays en voie de développement. A l'heure actuelle, la plus importante parmi celles-ci est la préférence accordée aux exportations de bœuf et de sucre des pays ACP (U. Koester et P.M. Schmitz, 1982 ; P.M. Schmitz 1982 ; V.v. Massow, 1983). La CEE a accepté d'importer des quantités déterminées de ces produits, en dépit du fait que la production dans la CEE dépasse la consommation actuelle.

4. **L'impact des préférences commerciales régionales** sur le commerce international des produits agricoles justifie une discussion supplémentaire compte tenu de l'expérience de la CEE où le commerce est supposé être libre. Récemment, certains pays africains ont espéré améliorer leur sécurité alimentaire en établissant une aire commerciale préférentielle (Preferential Trade Area for Eastern and Southern African States), en partant du principe qu'un tel regroupement régional peut permettre un système d'échange plus en rapport avec les avantages comparatifs.

Jusqu'à présent, l'expérience de la politique agricole commune a été décevante. L'intégration des secteurs agricoles des pays membres dépend de l'harmonisation des politiques nationales individuelles, certaines d'entre elles étant plus protectionnistes que d'autres (U. Koester, 1984). Les pays-membres de la Communauté n'étant pas disposés à accepter une politique agricole commune libérale, ont dû accepter un degré moyen de protectionnisme. L'histoire a montré que le degré moyen de protectionnisme pour la Communauté était dans son ensemble plus élevé depuis le début que le degré moyen de protectionnisme pour chaque économie nationale individuelle. La première extension de la CEE en a donné une preuve évidente. La Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark ont été contraints d'ajuster leur niveau de prix relativement bas aux niveaux plus élevés de la CEE. Ainsi, une mauvaise répartition des ressources (plus mauvaise qu'elle n'aurait été sans intervention) a pris place sous l'apparence d'une intégration des secteurs agricoles de la CEE.

Pire encore, *deux autres facteurs accentuent la mauvaise répartition des ressources*. 1. Les contraintes administratives du protectionnisme ont conduit à des taux de protection non-uniformes. En conséquence, quelques régions qui avaient un avantage comparatif du fait qu'elles produisaient des produits agricoles moins protégés, par exemple des fruits et légumes dans les régions méditerranéennes, ont augmenté leur production de produits hautement protégés.

gés, tel le lait. Le système de quotas pour le lait conduira plus que probablement à une aggravation de la situation. 2. Les réévaluations et dévaluations des monnaies des pays membres ont conduit à une introduction de montants monétaires compensatoires qui, à leur tour, ont donné lieu à une augmentation accrue des différences entre les niveaux de prix agricoles nationaux actuels, par rapport à ce qu'ils étaient au début de la CEE (U. Koester, 1984). De plus, les facteurs monétaires occasionnent des échanges commerciaux entre les pays membres (U. Koester, 1969 ; P.M. Schmitz, 1982) qui n'ont rien à voir avec leurs avantages relatifs respectifs.

Tout ceci étant bien présent à l'esprit, il est difficilement concevable que la création de la CEE ait conduit à un ajustement des échanges commerciaux en accord avec les avantages relatifs, à l'échelle mondiale ou parmi les pays de la CEE eux-mêmes. D'autres partenaires commerciaux ne sont pas seulement touchés par le haut taux global de protection de l'agriculture de la CEE, et par la non-uniformité des taux de protection, mais aussi par une incertitude plus grande sur les marchés internationaux (U. Koester et A. Valdès, 1984). Etant donné que la politique de la CEE repose beaucoup sur des décisions arbitraires, les partenaires commerciaux peuvent difficilement prévoir ce que seront ces décisions ni leurs conséquences sur les marchés mondiaux. Il est évident que la CEE a contribué de façon négative à la stabilité des prix sur le marché mondial (S. Tangermann et W. Krostiz, 1982 ; P.M. Schmitz et U. Koester, 1984 ; U. Koester, 1982 ; R. Herrman et P.M. Schmitz, 1984) ce qui, par suite, a peut-être conduit à un déclin de la participation des pays en voie de développement aux échanges internationaux (C.L. Jabara et R.L. Thompson, 1980).

5. Les interventions sur les marchés agricoles n'influencent pas seulement les changements à long terme dans les échanges commerciaux, mais aussi **les fluctuations conjoncturelles**. On pourrait dans une économie mondiale de libre-échange s'attendre à beaucoup plus de fluctuations dans les échanges commerciaux agricoles que dans les échanges commerciaux non-agricoles. Si on laissait les échanges commerciaux répondre à des fluctuations régionales de production, les prix du marché mondial pour les céréales pourraient se stabiliser à la longue, même si rien n'était changé dans les stocks de réserves mondiaux. Ceci découle de l'expérience qui veut que les fluctuations dans la production mondiale soient beaucoup plus faibles que les fluctuations dans la production régionale ou nationale.

Les échanges commerciaux ne peuvent pas remplir leur office et atténuer ces fluctuations dans les productions régionales. Quoique tout à fait conforme aux autres aspects de la politique agricole nationale, la tendance à se limiter exclusivement à l'intérieur des frontières nationales, en ce qui concerne le stockage, n'est pas nécessairement plus rationnelle. La plupart des gouvernements croient encore que les stocks sont le moyen le plus efficace pour stabiliser la consommation annuelle intérieure à l'échelon national. Cependant, d'un point de vue économique, cette stratégie ne peut être justifiée que dans des cas exceptionnels : par exemple, dans quelques pays enclavés (J. McIntire, 1981), ou pour des pays qui ont un différentiel élevé entre prix de parité à l'importation et à l'exportation, ou encore lors-

que d'une année à l'autre on passe d'une situation d'exportateur net à une situation d'importateur net.

Il peut sembler étonnant que les gouvernements interviennent dans la fonction du commerce international quand une telle intervention est, dans la plupart des cas, nuisible au bien-être de leurs sociétés. Est-ce seulement un sous-produit inévitable de leurs politiques agricoles qui visent à protéger ou à taxer l'agriculture ? Bien que cette opinion soit assez répandue, il n'en est pas toujours ainsi.

Certes, les gouvernements peuvent désirer stabiliser la production et la consommation intérieures par l'intermédiaire d'une stabilisation des prix intérieurs. Mais il n'est pas nécessaire pour cela de lier l'évolution des stocks aux fluctuations de la production intérieure. Les pays ayant un système de commercialisation publique pourraient aussi bien lier leurs activités de stockage à la différence entre prix espéré et prix effectif sur le marché mondial. Les pays qui autorisent le commerce privé mais gênent les forces naturelles du marché en poursuivant des politiques agricoles protectionnistes, feraient mieux d'introduire des arrangements commerciaux qui ajusteraient les importations et exportations privées annuelles aux prix attendus et pratiqués sur le marché mondial (U. Koester, 1982). Ce qui est faisable, soulignons-le, sans changer le taux de protection pour les producteurs et consommateurs nationaux. Une telle politique ne serait pas seulement à l'avantage du pays, mais bénéficierait également aux partenaires commerciaux en stabilisant les prix du marché mondial.

6. Tandis que la récolte correspond chaque année à une période limitée, la consommation, elle, est régulière toute l'année. Les pays pourraient prendre en considération **une alternative**. Ils pourraient **stocker le volume total de la récolte** pour le distribuer par la suite proportionnellement aux besoins de la consommation intérieure ; **ou** ils pourraient **vendre une partie de leur récolte sur le marché mondial** et acheter aux pays étrangers plus tard dans l'année. En règle générale, les pays préfèrent la première solution ; mais il n'est pas du tout évident que la seconde soit moins bonne d'un point de vue économique. Les mérites respectifs de ces choix dépendent des coûts de stockage domestique et du différentiel entre les prix à l'exportation aux périodes de moisson et les prix à l'importation un peu plus tard dans l'année. Comparée à la première solution, la seconde conduirait certainement à une modification de la structure des prix saisonniers. C'est ce qui s'est réellement passé dans la CEE lorsque des pays membres ont ouvert leurs marchés aux pays partenaires. Le marché élargi a entraîné une prolongation de la période des récoltes, changeant la structure de prix saisonniers. Le marché des pommes de terre de la CEE en est un exemple : la production régionale et le stockage ont changé. Les pommes de terre d'automne, qui sont beaucoup plus faciles à stocker que les pommes de terre de printemps, sont produites maintenant en quantités plus faibles ; elles sont moins que naguère stockées en Allemagne parce que les producteurs de pommes de terre italiens ont gagné du terrain sur le marché allemand et sont capables de fournir des pommes de terre de printemps beaucoup plus tôt que ne le peuvent les Allemands.

Ce qui s'est passé sur le marché de la pomme de terre dans la CEE pourrait également se produire sur les mar-

chés des céréales, si le commerce mondial à l'intérieur d'une année était libéralisé. Actuellement, il n'y a pas de mois sans période de moisson dans une partie quelconque du monde. En conséquence, la configuration des prix saisonniers sur le marché mondial de céréales est moins déterminée par les coûts de stockage que par les résultats de la récolte dans les autres parties du monde, et par dessus tout par les prévisions concernant la récolte de l'année et celle de l'année passée. Il n'est donc pas étonnant que les prix mondiaux saisonniers pour les céréales ne montrent pas une structure stable particulière sur une période de plusieurs années (U. Koester, 1982).

Beaucoup de gouvernements ne tiennent pas compte d'une substitution possible du commerce saisonnier au stockage saisonnier. La CEE est un cas spécial. Elle détermine la structure de ses prix saisonniers sur les marchés des céréales par des interventions gouvernementales, afin que les prix saisonniers reflètent les coûts de stockage domestique. Ainsi, il n'y a pas d'incitations à importer ou exporter tout au long de l'année. Pire même, cela incite à exporter l'excédent communautaire pendant la dernière partie de l'année de la récolte de la CEE. De cette manière, les exportations de céréales de la CEE ne montrent aucun rapport avec les prix saisonniers sur le marché mondial (U. Koester, 1982).

Ces interventions commerciales sont-elles simplement un sous-produit des politiques agricoles nationales protectionnistes ? C'est une croyance largement répandue. Cependant, des arrangements commerciaux pourraient être aisément établis, permettant de relier davantage la structure des prix intérieurs saisonniers à celle des prix du marché mondial, sans pour autant affecter le degré de protection accordée aux producteurs et aux consommateurs nationaux. On peut espérer que les économistes arriveront à convaincre les politiciens de libéraliser le commerce à cet égard.

Une estimation des effets des différents niveaux de protection sur les changements dans la structure des échanges internationaux

Les quelques problèmes qui vont être posés n'amènent pas de conclusion bien nette. Tout d'abord, l'agriculture mondiale est-elle, dans les années 80, en plus grand désarroi que dans l'après-guerre jusqu'aux années 70 ?

En 1973, D.G. Johnson déclarait clairement que l'agriculture mondiale était en désarroi (D.G. Johnson, 1973). Je suppose qu'il laissait entendre que les ressources de l'agriculture mondiale étaient réparties plus en fonction de situations d'autarcie que pour un monde de libre-échange. Pouvons-nous faire une déclaration aussi nette en 1984 ? Malheureusement pas, sur des bases empiriques solides. La conclusion devrait être basée sur une comparaison de la situation actuelle avec une situation de libre-échange ou d'autarcie. Toutefois, il n'y a aucun moyen de deviner quels échanges commerciaux prévaudraient dans un monde de libre-échange pour tous les biens. Les théoriciens du commerce (voir par exemple A.K. Dixit et V. Norman, 1980) ont montré que les échanges dans un monde de libre-échange ne pouvaient pas être prédits - ni pour les directions ni pour les quantités - même si nous connaissions tous les rapports de prix intérieurs de tous les pays, chacun de ces pays existant dans un état d'autarcie. Ainsi, nous en savons beaucoup moins que Ricardo ne le supposait quand

il formula sa théorie de l'avantage comparé. La nature mal définie des théories modernes du commerce doit être acceptée si nous renonçons à l'hypothèse des deux biens de Ricardo et si nous prenons en compte les préférences qui ne sont pas identiquement homothétiques pour tous les pays. Ainsi, nous dirons pour conclure que l'état actuel de désarroi de l'agriculture mondiale ne peut qu'être pris comme base d'hypothèse ; il ne peut être soutenu par des tests empiriques. La nécessité de cette tendance prudente à renoncer à une position définitive sera évidente si nous considérons l'état du monde dans une situation d'équilibre avec libre-échange.

Nous savons, grâce à P.A. Samuelson (1948), que le libre-échange conduirait éventuellement à une harmonisation des prix des facteurs de production. Maintenant supposons que, dans une situation d'équilibre, les prix des facteurs de production soient les mêmes dans tous les pays. Pouvons-nous imaginer ce que seraient la production et la consommation de chaque pays, et par conséquent les échanges commerciaux ? Il est plus que vraisemblable que les prix sur le marché mondial pour les produits agricoles seraient plus élevés qu'actuellement. Il est même imaginable qu'ils seraient plus élevés que les prix de la CEE qui est pourtant fortement protectionniste. Ceci pourrait facilement découler d'une réduction des surfaces cultivées, en ce sens que certaines régions dans les pays en voie de développement pourraient devenir infra-marginales si les prix des facteurs étaient plus élevés. De plus, les revenus plus élevés dans les pays en voie de développement et plus bas dans les pays développés auraient une influence positive sur la demande mondiale d'aliments.

Toutefois, même si nous ignorons le degré actuel de désordre dans l'agriculture mondiale, nous pouvons au moins répertorier **quelques indicateurs de distorsion accrue** dans le commerce mondial des produits agricoles dans les années 80, comparé à ce qui a été observé immédiatement après la deuxième guerre mondiale.

1. La création de la CEE a augmenté les distorsions dans le commerce mondial. Cela est évident sur les marchés mondiaux de nouveaux produits tels que le tapioca, les pulpes de citron et le gluten feed, chacun d'eux étant développé à l'abri du protectionnisme de la CEE. Il en est de même pour les accords préférentiels qui ont vu le jour pendant les deux dernières décennies. Le protocole du sucre et les quotas d'importation du bœuf dans la CEE en sont des exemples.

2. Les pays pratiquant un système de commerce exclusivement étatisé, - les économies dites centralement planifiées - et quelques autres occupent une place accrue dans le commerce mondial des produits agricoles. Comme leur commerce est plus déterminé par des décisions politiques arbitraires que par les stimulants du marché, leur développement a contribué à une distorsion dans le commerce mondial. Les échanges commerciaux correspondent moins aux forces du marché et ne sont donc pas déterminés par les forces de l'avantage comparé.

3. Les changements dans la structure du marché tendant vers une plus grande concentration des exportations ou des importations, rendent les échanges commerciaux plus sensibles aux décisions politiques nationales. Ce fait, ainsi que la tendance décrite ci-dessous, entraînent un degré plus

grand d'incertitude dans le commerce mondial et, par suite, des distorsions supplémentaires.

4. On constate une tendance croissante vers des accords bilatéraux qui, indépendamment des autres effets, restreint le marché libre. La conséquence en est une instabilité plus grande, une augmentation de l'incertitude conduisant à une distorsion supplémentaire dans le commerce international des produits agricoles. Tous ces faits, ajoutés à ceux que D.G. Johnson énumérait en 1973, indiquent que l'agriculture mondiale est, en fait, en état de désordre. Il n'y a pas de doute à ce sujet, même si nous ne pouvons mesurer le degré de distorsion dans le commerce mondial.

Mais le monde se porterait-il mieux avec une économie de libre-échange et sans interventions sur les marchés agricoles ?

Si nous nous en tenions encore aux découvertes de Ricardo, la réponse serait clairement affirmative. Il avait trouvé que les pays pourraient augmenter leur bien-être en consentant au libre-échange. Toutefois, à la lumière de développements supplémentaires dans la théorie du commerce, la réponse ne peut pas être définitive. Probablement certains pays y gagneraient-ils et d'autres y perdraient. Sans être capable de mesurer les pertes et les gains, on ne peut donner aucune réponse affirmative claire quant à la répercussion générale sur le bien-être mondial.

Toutefois, même si nous ne connaissons pas les effets sur le bien-être mondial de la libéralisation du commerce, il peut facilement être prouvé que tous les pays pourraient y gagner s'ils avaient à intervenir moins, ou à intervenir de façons différentes, sur les marchés agricoles, afin de consentir à une plus grande libéralisation du commerce. Nous devons convenir que certains pays se porteraient plus mal s'ils consentaient au libre-échange, soit que la fonction de leurs objectifs, étant multidimensionnelle, comprenne des objectifs politiques tels que la sécurité alimentaire ou la distribution du revenu, soit qu'il y ait des divergences entre les courbes de coûts marginaux privés et sociaux ou entre les courbes de recettes marginales. En tout cas, la théorie des distorsions intérieures (H.G. Johnson, 1965, W.M. Corden, 1974) prouverait que les tarifs et/ou les taxes à l'exportation ne sont pas en général le meilleur instrument pour les pays relativement petits cherchant à résoudre ces divergences ou à réaliser ces objectifs politiques. A partir de là, nous pouvons conclure que tous les pays, ou la plupart d'entre eux, se porteraient mieux s'ils choisissaient d'intervenir, au moins d'une manière différente, sur les marchés agricoles.

POURQUOI LES PAYS FONT-ILS CE QU'ILS FONT ?

Ceux de nos collègues qui sont convaincus de l'importance du travail des économistes peuvent croire que les politiciens ignorent les découvertes présentées avec la théorie des distorsions intérieures. Cependant, un tel optimisme n'est pas très fondé. Il est peu évident que les interventions commerciales aient jamais été très étroitement liées au raisonnement économique contemporain (K. Borchart, 1984). Certains économistes ont essayé de rationaliser des politiques protectionnistes particulières, en imposant des fonctions d'objectif précises. C. Carter et A. Schmitz (1979) ont trouvé que le système de taxes de la CEE la favorise

dans la mesure où celle-ci est comparable à un pays relativement grand qui peut profiter de conditions non négligeables provenant de l'amélioration des termes de l'échange. C'était probablement vrai pour le marché des céréales dans les années 70 quand la CEE était encore une région importatrice de céréales. Cependant, cet argument ne peut plus s'appliquer à l'actuelle situation de l'exportation dans la CEE. P.L. Paarlberg (1984) a tenté de rationaliser la politique de soutien des prix en donnant une importance différente au bien-être des consommateurs, des producteurs et des contribuables. De plus, il a émis l'hypothèse que les instruments alternatifs ne sont pas en mesure de maximiser la fonction d'objectif sous contraintes. Le résultat de l'analyse n'est pas surprenant. Selon l'importance qu'on leur accorde, les politiques protectionnistes peuvent sembler meilleures ou pires que le libre-échange.

L'utilité d'une telle recherche est discutable. D'abord, on peut généralement trouver plus d'une fonction d'objectifs qui explique les décisions politiques. On peut certainement montrer qu'un ensemble choisi d'instruments correspond à une fonction d'objectifs précise. Mais, comme d'autres fonctions peuvent aussi bien servir à «expliquer» cet état, nous sommes incapables de faire une distinction parmi les fonctions possibles.

Tout semble se passer comme si les économistes devaient accepter que l'état présent de désordre dans l'agriculture mondiale ne puisse pas être expliqué par une approche économique traditionnelle. Au lieu de cela, nous devons chercher des alliés parmi les politologues. Ainsi, nous apprenons qu'il y a **effectivement un marché pour le protectionnisme - un marché politique**. Les politiciens offrent le protectionnisme et les groupes de pression le demandent. C'est l'interaction entre ces deux catégories d'acteurs qui détermine le degré mutuel de protectionnisme désiré. R.H. Bates (1983, 1981) et R.H. Bates et W.P. Rogerson (1980) ont pu expliquer de façon convaincante pourquoi les agents politiques dans les pays en voie de développement sont très intéressés par des prix alimentaires bas et un contrôle sérieux des circuits de commercialisation. «Les marchés réglementés» peuvent être utilisés pour organiser le soutien politique et pour maintenir les gouvernements au pouvoir» (R.H. Bates, 1983, p. 176). D'un autre côté, les gouvernements dans les pays développés tendent à protéger le secteur agricole sous la pression du pouvoir organisationnel des syndicats d'agriculteurs. Les études de Petit (M. Petit, 1984) donnent un bon exemple des manœuvres politiques qui se produisent avant que les décisions politiques ne soient prises. H. Bujard (1974) propose un autre exemple tiré de l'expérience d'organisation du marché européen du sucre.

Jusqu'à présent, peu de recherches ont été faites dans ce nouveau domaine de l'économie politique agricole, qui essaie d'expliquer les décisions politiques comme une partie de l'analyse économique. Cette approche alternative pourrait en effet compléter l'analyse dominante des politiques dans laquelle les meilleurs instruments politiques sont trouvés en maximisant une fonction d'objectifs bien définie.

Cependant, il est peu probable qu'une théorie de l'économie politique du protectionnisme puisse jamais offrir des hypothèses générales, le résultat sur le marché politique dépendant de la structure organisationnelle et institutionnelle de l'économie.

Selon M.D. Bale et E. Lutz (1981), les variations dans les distorsions de prix parmi les pays semblent être corrélées au revenu par tête. En ce cas il devrait y avoir une relation étroite entre la structure politique d'une société et son revenu par tête. R.H. Bates et W.P. Rogerson (1980) présentent une hypothèse qui soutient cette position.

S'il est admis que le protectionnisme dépend, entre autres choses, du cadre institutionnel de l'économie, on doit s'attendre à ce que la création du marché commun de la CEE ait changé le marché politique. Selon certains, il y a eu aussi bien augmentation de la demande que de l'offre de protectionnisme (V. Beusmann et K. Hagedorn, 1983).

Il est important de souligner que la nouvelle théorie de l'économie politique n'est pas du tout un domaine nouveau pour les économistes agricoles. Cette branche de l'économie a toujours été tournée vers les problèmes pratiques et les économistes ruraux ont toujours tenu compte des considérations politiques, peut-être beaucoup plus que les économistes généraux.

Les découvertes de l'analyse positive de la politique du commerce international ont vraisemblablement influencé l'attitude des économistes par rapport au libre-échange. Il est possible qu'une société bénéficierait de l'introduction d'obstacles aux échanges commerciaux afin de prendre en compte les distorsions intérieures. Cependant, il n'est pas probable qu'une telle politique améliore réellement le bien-être de la société. Il est tout d'abord impossible de quantifier avec précision le degré optimal de protectionnisme en présence de distorsions intérieures, car il existe un danger important d'aller au-delà de l'optimum. Ensuite, le pro-

tectionnisme tend à augmenter sa propre offre et, par dessus tout, sa demande sur le marché politique, ce qui entraîne des niveaux toujours plus élevés de protectionnisme à l'avenir et aucune diminution du degré de protectionnisme même si les circonstances changent. L'expérience actuelle des systèmes de quotas dans les marchés agricoles de la CEE et des USA, et les «marketing boards» en Afrique, donnent beaucoup de poids à ces supputations. Cette façon de comprendre le monde réel des décisions politiques a aussi conduit beaucoup d'économistes à favoriser le libre-échange, même si un monde de libre-échange est moins bon qu'un monde avec un modèle optimal de protectionnisme.

La profession des économistes agricoles, les interventions sur les marchés agricoles et le commerce international

En conclusion, j'aimerais faire quelques commentaires sur l'expérience passée de notre profession par rapport à l'état des interventions sur les marchés agricoles internationaux, et quelques remarques sur les futurs travaux de notre profession.

L'intérêt porté par les économistes agricoles aux questions de commerce international a augmenté au cours des deux dernières décennies. Ceci est certainement un reflet de l'importance grandissante du commerce mondial pour de nombreuses économies. Cependant, notre travail a-t-il apporté des améliorations importantes ? Je suppose que notre manque de résultat est en grande partie dû au fait que nous avons en général appliqué l'approche traditionnelle. En supposant une fonction d'objectif social bien définie, nous avons évalué des choix de politique et les avons

TABLEAU 1. - Indicateurs sélectionnés de marchés mondiaux particuliers

	Instabilité sur le marché mondial en %				Part des 4 plus grands pays exportateurs dans les exportations mondiales en %			Part des 4 plus grands pays importateurs dans les importations mondiales en %			Part des économies centralement planifiées dans le monde exportations - importations en %				Part des pays en voie de développement dans le monde exportations - importations en %			
	61-63	70-72	79-81		61-63	70-72	79-81	61-63	70-72	79-81	70-72	79-81	70-72	79-81	70-72	79-81	70-72	79-81
Blé et farine de blé 041 et 046 27	30.01 v* _{LL}	2.63 v* _L	18.47 v	31.41 v	85.07	80.69	80.94	30.22	33.70	39.15	12.19	4.75	26.67	35.47	3.97	5.79	40.75	58.00
Sucre 061.1 - 0.61.2	6.54 v* _{LL}	19.91 v* _{LL}	12.16 v	31.30 v* _L	55.46	46.83	50.33	47.37	52.95	47.76	10.10	4.62	19.36	25.76	68.20	64.66	19.98	39.00
Café 071.1 2)	8.96	9.85	7.54	54.76	59.58	52.92	47.67	68.32	59.66	55.72	0.08	0.14	5.14	5.65	97.84	94.85	5.23	6.07
Thé 074.1 2)	9.89 v	8.26 v	8.67 v	34.60 v	79.77	67.23	65.36	61.21	50.60	41.81	9.36	15.98	7.84	11.41	83.78	92.52	28.918	39.42
Graines de cacao 0.72.1 2)	8.67 v* _L	25.80 v* _L	6.60 v* _L	56.06 v	75.27	72.22	58.54	63.48	56.76	55.58	0.00	0.00	18.07	21.00	99.26	95.29	3.20	4.49
Graines oléagineuses, gâteaux et repas 081.3 2)	23.65	8.21	29.64	26.45	48.41	59.20	70.21	60.52	49.46	47.03	0.78	0.49	17.13	19.04	46.98	49.24	4.75	10.21
Caoutchouc 232 2)	7.55	23.58	5.13	42.82	80.11	83.01	92.64	55.43	46.64	47.49	0.01	1.18	22.92	21.25	98.58	98.77	9.53	21.83

1. Les instabilités sont mesurées avec le coefficient corrigé de variation suivant les données de Cuddy/Della Valle, v est le coefficient de variation ; v*_L est le coefficient de variation avec élimination de la tendance linéaire. v*_{LL} est le coefficient de variation avec élimination de la tendance log-linéaire, v est utilisé quand la tendance n'est pas significative au seuil 1%.

2. Classification SITC

Source : FAO trade yearbook, various issues.

présentés aux politiciens pour qu'ils introduisent les changements nécessaires dans la politique établie. A mon avis, une telle recherche dans le domaine de l'analyse normative de la politique était importante et est encore nécessaire.

1. Il faut **identifier les politiques et les classer selon des critères objectifs**. Les résultats de ces travaux sont un préalable nécessaire pour des décisions politiques rationnelles. Très souvent, les politiciens ont suscité de telles recherches, ce qui illustre le besoin dans ce domaine.

2. **En améliorant la transparence des choix** et si possible **en éduquant l'opinion publique**, les hommes politiques peuvent être contraints à changer leurs stratégies. Bien entendu, la réussite ou l'échec de nos recherches à cet égard est difficile à prouver.

3. Ce type de recherche peut avoir contribué à solliciter la conscience de l'homme politique, l'encourageant ainsi à **poursuivre une politique qui est plus en accord avec l'efficacité économique**.

En dépit de cette justification en faveur d'une analyse normative des politiques, j'ai le sentiment que notre profession aurait exercé une plus grande influence si nous avions essayé d'intervenir plus activement sur le marché politique du protectionnisme. Ceci demande plus de recherche dans le domaine de l'analyse positive des décisions. Nous devons savoir comment les décisions sont prises si nous voulons avoir une influence sur ce qu'elles seront. Une meilleure connaissance du processus décisionnel persuaderait peut-être certains d'entre nous d'intervenir directement sur le marché politique, en soutenant certaines coalitions qui s'opposent à certaines politiques protectionnistes. Bien sûr, en agissant de la sorte, ces confrères quitteraient la tour d'ivoire des universitaires académiques. Devrait-on encourager cela ? Quel que soit le choix, une condition est de toute façon nécessaire, pour nous qui sommes convaincus de l'utilité de notre recherche, c'est que les économistes soient moins ignorés à l'avenir qu'ils ne l'ont été par le passé.

RÉFÉRENCES CITÉES

BALE M.D., LUTZ E. (1981). — Price Distortions in Agriculture and Their Effects : An International Comparison. *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 63, 1981, pp. 8-22.

BATES R.H. (1981). — Markets and States in Tropical Africa. The Political Basis of Agricultural Policies. Berkeley, University of California Press.

BATES R.H. (1983). — Governments and Agricultural Markets in Africa. In : JOHNSON D.G. and SCHUH G.E. (eds), *The Role of Markets in the World Food Economy*. Westview Special Studies in Agriculture Science and Policy, Boulder, Colorado, Westview Press, pp. 153-183.

BATES R.H., ROGERSON W.P. (1980). — Agriculture in Development : A Coalition Analysis. *Public Choice*, Vol. 35, pp. 513-527.

BEUSMANN V., HAGEDORN K. (1984). — Ansätze der politischen Ökonomie zur Erklärung einer sektoralen Einkommenspolitik. Paper presented at the Annual Conference of the German Agricultural Economics Association, Hannover, 5-7 October 1983. *Schriften der Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften des Landbaues e. V.*, Vol. 21, Münster-Hiltrup, Landwirtschaftsverlag.

BOND M.E. (1983). — Agricultural Responses to Prices in Sub-Saharan African Countries. *International Monetary Fund Staff Papers*, Vol. 30, pp. 703-726.

BORCHARDT K. (1984). — Protektionismus im historischen Rückblick. Vortrag auf der 75-Jahr-Feier des HWWA-Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg, Oktober 1984.

BUJARD H. (1974). — Interessenteneinflub auf die europäische Zuckermarktpolitik. Entstehung, Gestaltung und Auswirkung der EWG-Zuckermarktordnung. Baden-Baden, Nomos-Verlag.

CORDEN W.M. (1974). — Trade Policy and Economic Welfare, Oxford, Clarendon Press.

DIXIT A.K., NORMAN V. (1980). — Theory of International Trade. Cambridge, Cambridge University Press.

HERMANN R., SCHMITZ P.M. (1984). — Auswirkungen der EG-Agrarpreispolitik auf die Instabilität landwirtschaftlicher Erlöse. Contributed Paper to the Annual Conference of the German Agricultural Economics Association, Hannover, 5-7 October 1983. *Schriften der Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften des Landbaues e. V.*, Vol. 21, Münster-Hiltrup.

JABARA C.L., THOMPSON R.L. (1980). — Agricultural Comparative Advantage Under International Price Uncertainty. *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 62, pp. 188-198.

JOHNSON H.G. (1965). — Optimal Trade Intervention in the Presence of Domestic Distortions. In : BALDWIN R.E. et al. (eds), *Trade, Growth and the Balance of Payments*, Amsterdam, North Holland Publishing Company, pp. 3-34.

JOHNSON D.G. (1973). — *World Agriculture in Disarray*. London, McMillan Press.

JOHNSON D.G. (1975). — Free Trade in Agricultural Products : Possible Effects on Total Output, Prices, and the International Distribution of Output. In : TOLLEY G.S. and ZADROZNY P.A. (eds.), *Trade, Agriculture and Development*. Cambridge, Massachusetts, Ballinger Publishing Company, pp. 3-20.

KOESTER U. (1969). — EWG-Agrarpolitik - Ziele und Zielverwirklichung beim derzeitigen Stand der Integration. *Agrarwirtschaft*, Vol. 18, pp. 283-291.

KOESTER U. (1982). — Policy Options for the Grain Economy of the European Community : Implications for Developing Countries. Research Report n° 35, Washington, D.C., International Food Policy Research Institute.

KOESTER U. (1984). — The Common Agricultural Policy and the Process of European Integration. *European Review of Agricultural Economics*, forthcoming.

KOESTER U., SCHMITZ P.M. (1982). — The EC Sugar Market Policy and Developing Countries. *European Review of Agricultural Economics*, Vol. 9, pp. 183-204.

KOESTER U., VALDES A. (1984). — Reform of the CAP : Impact on the Third World. *Food Policy*, Vol. 9, pp. 94-99.

KRISHNA R. (1982). — Some Aspects of Agricultural Growth, Price Policy and Equity in Developing Countries. *Food Research Institute Studies*, Vol. 18, pp. 219-260.

LIST F. (1984). — Das nationale System der politischen Ökonomie. Erster Band. Der internationale Handel, die Handelspolitik und der deutsche Zollverein. Stuttgart, Tübingen.

MASSOW V. (1983). — On the Impacts of EEC Beef Preferences for Kenya and Botswana. *Quarterly Journal of International Agriculture*, Vol. 22, pp. 216-234.

Mc INTIRE J. (1981). — Food Security in the Sahel : Variable Import Levy, Grain Reserves, and Foreign Exchange Assistance. Research Report n° 26, Washington, DC, International Food Policy Research Institute.

MEADE J.E. (1955). — Trade and Welfare. The Theory of International Economic Policy, Vol. 11, London Oxford University Press.

PAARLBERG R.L. (1980). — Lessons of the Grain Embargo. *Foreign Affairs*, Fall, pp. 144-162.

PETERSEN W.L. (1979). — International Farm Prices and the Social Cost of Cheap Food Policies. *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 61, pp. 12-21.

PETIT M. (1984). — An Agricultural Policy Case Study : The US Dairy Production Stabilization Act of 1983. Unpublished Manuscript. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.

SAMUELSON P.A. (1948). — International Trade and the Equalization of Factor Prices. *Economic Journal* Vol. 58, pp. 163-184.

SCHMITZ P.M. (1982). — Préférences abonnées de l'EG. In : BOCKENHOFF E. et al. (ed.), *Landwirtschaft unter veränderten Rahmenbedingungen*. Schriften der Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften des Landbaues e. V., Vol. 19. Münster-Hiltrup, Landwirtschaftsverlag, 98, pp. 405-421.

SCHMITZ P.M., KOESTER U. (1984). — The European Community Sugar Market Policy and the Stability of World Market Prices for Sugar. In : SARRIS A.H., SCHMITZ A. and STOREY G.G. (eds.), *International Agricultural Trade : Advanced Readings in Price Formation, Market Structure, and Price Instability*. Westview Special Studies in Agricultural Science and Policy, Boulder, Colorado, Westview Press.

SCHNEIDER F., POMMEREHNE W., FREY B. (1983). — *Relata referimom*: Ergebnisse und Analyse einer Befragung deutscher Ökonomen. *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Vol. 139, pp. 19-68.

TANGERMANN S., KROSTIZ W. (1982). — Protectionism in the Livestock Sector with Particular Reference to the International Beef Trade. *Göttinger Schriften zur Agrarökonomie*, Heft 53, Göttingen.

THOMPSON R.L. (1983). — The Role of Trade in Food Security and Agricultural Development. In JOHNSON D.G. and SCHUH G.E. (eds.), *The Role of Markets in the World Economy*. Westview Special Studies in Agricultural Science and Policy, Boulder, Colorado, Westview Press, pp. 227-257.

THOMPSON R.L., ABBOTT P.C. (1982). — On the Dynamics of Agricultural Comparative Advantage. Paper presented at USDA-Universities Consortium for International Agricultural Trade Research Conference, Bridgeton, Mo., 24-25 June, 1982.

Commentaire

Michel PETIT*

C'est avec grand plaisir que j'ouvre ce matin la discussion sur la communication du Professeur Koester. D'une part, ce congrès est l'occasion de mon retrait des instances dirigeantes de notre Association : depuis hier un nouveau Comité Exécutif a été mis en place et John Ashton me remplace comme ancien Président. D'autre part, Ulrich Koester est un ami et cette discussion me permet de poursuivre publiquement un dialogue engagé depuis plusieurs années et approfondi cette année dernière, dans le cadre de l'IFRI, avec lui qui est une autorité justement reconnue dans le domaine de la politique agricole et du commerce international.

Comme à son habitude, il nous a présenté ce matin une communication très sérieuse et très riche.

Grâce à une perspective théorique néo-classique très claire, s'appuyant en particulier sur des développements récents en matière de théorie du commerce international, Koester classe dans un ensemble cohérent les effets de très nombreux phénomènes. Le raisonnement en termes de taux moyen de protection et d'optimum second lui permet, en particulier dans sa présentation des principales caractéristiques des mesures d'intervention sur le marché et le commerce international, de bien situer l'effet de variables macro économiques (politiques fiscales, surévaluation des taux de change, subventions aux investissements...) que nous, économistes ruraux, avons peut-être trop tendance à oublier.

Enfin, je voudrais souligner l'intérêt de son analyse des politiques de stockage. C'est dans ce domaine que Koester a lui-même fait plusieurs contributions originales fort intéressantes.

Mais ma tâche principale ce matin n'est pas de distribuer des fleurs. Pour bien ouvrir la discussion, je dois chercher à préciser les limites principales de la communication qui vient de nous être présentée.

Passons brièvement sur la forme : le plan choisi épouse simplement la démarche naturelle d'un esprit logique abordant le sujet (de quoi s'agit-il ? Quelles sont les interventions ? Quelles sont celles qui s'appliquent plus particulièrement au commerce international ? Quelles sont leurs conséquences ? Comment cela est-il possible ?). Je ne suis pas sûr que ce plan permette de dégager clairement la thèse principale de l'auteur, le message essentiel qu'il veut faire passer.

Sur le fond les limites principales sont la conséquence directe de la position théorique d'Ulrich Koester. Certes il nous dit bien que les développements récents de la théorie du commerce international remettent en question les positions traditionnelles de la doctrine libérale. Mais, en fin de compte son analyse vise princi-

palement à restaurer, sur une base empirique ou avec des arguments spécifiques à la situation actuelle, des résultats qui n'ont pas la portée générale que leur attribuait autrefois la théorie. C'est ainsi qu'il est fort convaincant lorsqu'il dénonce les effets d'une politique laitière qui amène à vendre sur le marché mondial des produits pour un prix qui ne couvre même pas le coût des aliments importés nécessaires à cette production.

Le parti-pris libéral de Koester est clair dans sa critique de la politique agricole commune. Sa discussion de son effet sur l'allocation des ressources à l'intérieur de la Communauté ne m'a pas paru convaincante ; les distorsions de concurrence liées en particulier aux Montants Compensatoires Monétaires sont certes indéniables mais rien ne permet d'affirmer, comme le fait l'auteur, que l'allocation des ressources est pire que ce qu'elle aurait été sans le marché commun.

De même les effets de la PAC sur l'instabilité des cours mondiaux sont beaucoup plus complexes à analyser que ne le suggère Koester et que ne l'ont affirmé les auteurs qu'il cite.

La notion de désordre mondial, empruntée à D. Gale Johnson, suppose l'existence d'une norme définissant l'ordre. Là encore il s'agit du libre fonctionnement des marchés sans aucune intervention de l'Etat pour freiner les ajustements en fonction des avantages relatifs. L'argument que toute intervention de l'Etat est nécessairement arbitraire et entraîne donc un plus grand degré d'incertitude ne me paraît pas convaincant. Je crois au contraire qu'il est possible d'analyser les déterminants de la politique agricole et, dans une certaine mesure, d'en prévoir l'évolution. C'est ce que j'ai personnellement essayé de faire récemment et Ulrich Koester a d'ailleurs la gentillesse de citer un document de travail, que j'ai écrit cette année, dans la section qu'il consacre à la question : Pourquoi les nations font-elles ce qu'elles font ?

Je me réjouis qu'il ait introduit cette question, mais il ne la traite pas vraiment. De ce fait, cette section ne me paraît pas bien reliée à ce qui précède. Personnellement, je pense qu'il faut comprendre avant de juger et qu'il conviendrait donc de traiter d'abord la question pourquoi les politiques sont-elles ce qu'elles sont, avant de juger si elles créent le désordre et de suggérer ainsi, plus ou moins implicitement, comment elles pourraient être améliorées.

C'est dire que je souscris totalement à la conclusion d'Ulrich Koester lorsqu'il écrit que davantage de recherches positives doivent être faites dans le domaine de la politique du commerce international. Je regrette seulement qu'il ne se soit pas plus avancé dans cette voie.

* Ecole Nationale Supérieure de Sciences Agronomiques Appliquées (ENSSAA), 26 bd du Docteur Petitjean 21100 Dijon, France

L'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ AGRICOLE ET LE COMMERCE INTERNATIONAL

Commentaire

Gérard VIATTE*

Le thème de ce congrès appelle d'emblée deux constatations : les échanges internationaux dépendent pour l'essentiel de la situation et des politiques nationales ; étant ainsi confronté à des contraintes politiques, l'économiste agricole doit combiner en permanence approche théorique et approche pragmatique, et faire de l'« économie politique agricole ». Dans la perspective de l'analyse de Koester, voici les points qui me paraissent essentiels :

1. Si les politiques nationales sont déterminantes pour définir les conditions des échanges agricoles internationaux, peut-on identifier plus précisément **quelles** politiques contribuent à la protection, et **dans quelle mesure** ? Cette question est importante non seulement du point de vue analytique mais aussi pour déterminer les politiques sur lesquelles il faudrait agir à l'avenir. A première vue, il s'agit d'abord des mesures commerciales, des politiques de prix ou de marchés. Mais les politiques économiques générales, les politiques relatives aux structures ou au financement, d'autres politiques spécifiques (transports, énergie, fiscalité, etc.) n'exercent-elles pas une influence aussi importante ? Cette analyse exige une nouvelle méthodologie.

2. Sur le plan international, le dispositif politique paraît très faible. L'agriculture n'a été que partiellement impliquée dans les dernières négociations commerciales. Toutefois, au cours de la dernière décennie, les échanges agricoles ont augmenté globalement plus vite que la production agricole et au moins autant que les échanges non-agricoles. Deux raisons peuvent expliquer ce paradoxe : les forces économiques l'emportent souvent sur les contraintes politiques, et le taux d'augmentation des échanges agricoles a été très variable selon les produits ou les pays, reflétant notamment des niveaux de protection différents ou des décisions gouvernementales spécifiques (pays de l'Est). D'ailleurs ces différences répondent souvent plus à des raisons profondes (liées aux objectifs fixés à l'agriculture) qu'à des considérations de pratique administrative. Nos systèmes de protection créent des distorsions non seulement entre nos agricultures, mais aussi à l'intérieur de chacune d'entre elles. Négocier les conditions des échanges, c'est en fait traiter **des conditions d'ajustement de nos agricultures**.

3. La faiblesse du dispositif politique international apparaît aussi lorsque l'on considère l'absence quasi totale, en ce qui concerne les produits agricoles tempérés, d'accord international par produit contenant des dispositions économiques efficaces (la seule véritable exception étant l'accord GATT sur les produits laitiers). La recherche économique récente s'intéresse moins aux accords par produits. **Le concept d'accord par produit tombe-t-il donc en désuétude** ? C'est peut-être vrai de l'accord « classique », avec des dispositifs ambitieux de régulation des marchés. Il faudrait alors inventer d'autres formes de coopération interna-

tionale, plus souples, et s'assurer que la libération des échanges n'est pas contraire à la stabilisation des marchés (ce qui est assez facile à prouver, le protectionnisme s'étant révélé une source majeure d'instabilité) et à la sécurité alimentaire (un terme qui recouvre des préoccupations fort différentes).

4. On peut aussi se demander si la prolifération des accords bilatéraux ou le développement du commerce de compensation mettent en cause la supériorité de l'**approche multilatérale**. Celle-ci mérite d'être défendue, mais il faut être réaliste : les grands partenaires sur le marché mondial ont des situations économiques et des comportements politiques très divers (cf. les pays de l'Est ou les diverses catégories de pays en développement). Comment concilier approche multilatérale et diversification ?

5. Ces réflexions nous conduisent à l'interrogation fondamentale posée par Koester : reconnaissant, comme D.G. Johnson, que l'agriculture mondiale est en état de « désordre », comment montrer que la libération des échanges agricoles pourrait contribuer à une meilleure allocation des ressources et à une amélioration du bien-être global ? Je reconnais que la preuve est difficile, mais trois facteurs doivent être pris en compte :

a) une libération des échanges modifierait la nature du marché mondial, notamment en augmentant le niveau des prix et en améliorant la stabilité (1). Le marché international deviendrait alors un vrai « marché », répondant à des forces économiques, et non une résultante de mesures politiques. Il faut briser le cercle vicieux dans lequel on s'est enfermé (la « non-représentativité » du marché international servant d'excuse à la protection, laquelle aggrave le caractère artificiel du marché).

b) Les effets positifs de la libération ne doivent pas être analysés seulement en ce qui concerne les relations entre pays, mais aussi du point de vue de l'évolution interne des agricultures nationales. En favorisant l'ajustement positif des agricultures, la libération peut, au moins à long terme, présenter des avantages économiques réels pour celles-ci. L'expérience récente montre bien que la protection ne permet pas d'éviter les nécessités de l'ajustement. Et si l'agriculture doit effectivement remplir des objectifs multiples, elle peut y être aidée par des mesures plus neutres du point de vue des marchés et des échanges.

c) Enfin, le bilan des gains et des pertes devrait être fait aussi au niveau économique global.

6. Quant au rôle de l'économiste agricole, Koester souhaite une intervention plus active sur « le marché politique du protectionnisme ». Je souhaite que cette intervention se fasse non seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan international, où le dialogue entre économistes et décideurs politiques ou « technocrates » internationaux doit être développé.

* Directeur Adjoint de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Pêcheries, OCDE 2 rue André Pascal 75775 Paris Cx 16. La présente contribution n'engage que l'auteur, et non l'Organisation à laquelle il appartient.

1. Koester le rappelle bien. Des travaux récents, mais partiels, l'ont montré (Anderson and Tyers, Lattimore, Tangermann, Valdés etc.) et les travaux en cours à l'OCDE devraient aider à tester cette affirmation.